

QUATRE ANS APRÈS LA RÉVOLUTION DU JASMIN

Le ministère tunisien de l'Intérieur encore à la recherche de la stabilité

Hier, haut cadre du ministère de l'Intérieur, Mohamed-Ali Laroui sera auditionné bientôt par la justice.

Démis, lundi, de ses fonctions de porte-parole de ce département, Laroui fait l'objet d'une plainte pour diffamation déposée par un inspecteur général du ministère de l'Intérieur. Serait-ce la raison qui aurait conduit à ce limogeage ?

Le ministère n'en dit pas mot. Cependant, cela laisse penser qu'au sein du ministère de l'Intérieur, tout ne baigne pas dans l'huile.

D'autres actes, souvent qualifiés «d'isolés», viennent confirmer une telle supposition. En effet, un diplomate sénégalais, en poste à l'ambassade de son pays à Tunis, a été tabassé à l'aéroport international de Tunis-Carthage. Quel que soit le motif, un diplomate a droit à certains égards que les policiers de l'aéroport ignoraient en interpellant le diplomate qui, selon la presse sénégalaise, n'était pas dans son tort. Une affaire de plus qui vient éclabousser les relations de la Tunisie avec des pays tiers et qui prouve, si besoin est, que le ministère de l'Intérieur a beaucoup à faire pour créer une police «républicaine» comme le recommande la Constitution.

Par ailleurs, au cours d'une conférence de presse, le ministre de l'Intérieur a annoncé certaines mesures suite à l'instauration de l'état d'urgence. Il s'agit du déploiement d'agents armés autour des hôtels, l'organisation, bientôt à Tunis, d'un atelier regroupant des pays européens, d'une protection armée des lieux de culte non musulmans. Il a, dans ce contexte, insisté sur la détermination à respecter toutes les libertés, en particulier la liberté de pres-

se et d'expression. Cependant, l'annonce de l'état d'urgence a été différemment commentée par les partis politiques et les organisations nationales. La centrale syndicale s'est élevée contre cette décision estimant que dans son discours, le chef de l'Etat aurait dû parler plus de la situation en

Libye que du climat social en Tunisie pour justifier sa décision. A l'opposé, la centrale patronale (Utica) applaudit l'instauration de l'état d'urgence. Cela aidera à rétablir la sécurité, condition sine qua non pour attirer les investissements étrangers en particulier.

De son côté, le premier responsable de l'Observatoire de la liberté de la justice estime inopportune une telle décision qui représente un risque certain pour les libertés.

Dans le même cadre, certains partis politiques de second ordre ont exprimé leur rejet de l'instauration de l'état d'urgence. Toutefois, le président de la République ne semble pas en faire cas puisqu'il bénéficie de l'appui du parti islamiste Ennahdha de Rached Ghannouchi.

Cependant, le citoyen qui demeure à l'écoute des responsables en ce qui concerne l'évolution de la situation sécuritaire dans le pays bénéficie d'une

accalmie au niveau du couffin de la ménagère. En effet, les efforts déployés par les services du ministère du Commerce ont porté leurs fruits.

Depuis plusieurs années, les prix n'ont pas connu une baisse aussi substantielle que celle enregistrée au cours de la première quinzaine du mois de Ramadhan. Cette baisse est, selon les services concernés, de 5%. A la grande joie des pères de famille.

K. M.

NIGERIA

Un attentat à la bombe fait au moins 25 morts

Au moins 25 personnes ont été tuées et 32 blessées mardi par l'explosion d'une bombe attribuée aux islamistes de Boko Haram dans des bureaux de l'administration locale à Zaria, dans le nord du Nigeria.

«L'engin explosif, très vraisemblablement porté par un kamikaze, a explosé dans les locaux administratifs du district et tué 25 personnes, dont un enfant de deux ans», a indiqué sur Facebook le gouverneur de l'Etat de Kaduna, Nasir Ahmad el-Rufai, qui avait fourni un premier bilan de 20 morts.

32 personnes ont également été hospitalisées, a-t-il ajouté.

La bombe a explosé vers 9h au moment où des instituteurs et d'autres fonctionnaires faisaient la queue pour subir des contrôles d'identité, selon des témoins.

En l'absence de revendication, les soupçons se portent sur Boko Haram, très actif dans la région.

Zaria, une ville à majorité musulmane située à 75 km au nord de Kaduna,

capitale de l'Etat éponyme, a déjà été la cible d'attaques des islamistes.

Depuis l'entrée en fonction du nouveau président Muhammadu Buhari le 29 mai, ces derniers ont multiplié leurs opérations dans le nord du Nigeria.

Lundi soir, une jeune kamikaze de 13 ans avait péri dans un attentat manqué près d'une grande mosquée de Kano, la plus importante ville du nord du Nigeria, à 200 km au nord de Zaria.

Dimanche, c'était la ville de Jos (centre) qui était frappée par deux attentats, contre une mosquée et un restaurant, dans lesquels au moins 44 personnes sont mortes. Peu avant, cinq personnes avaient été tuées dans un attentat-suicide dans une église de Potiskum (nord-est).

Le président Buhari a fait une priorité de la lutte contre les terroristes, mais n'a pas réussi pour l'instant à faire cesser le bain de sang.

D'après un fonctionnaire local, Mahmud Abbas, les fonctionnaires et enseignants de la région se soumet-

taient mardi à des vérifications visant à identifier de potentiels emplois fictifs dans la fonction publique.

«Il y avait là plus de 100 personnes, le personnel, le comité de vérification et des comptables», puis «il y a eu une puissante explosion dans le hall, suivie par des tourbillons de fumée et de poussière», a décrit un autre employé, Mohammed Abubakar.

«Je crois que des dizaines de personnes ont dû mourir au vu du nombre de personnes se trouvant à l'intérieur», a-t-il ajouté. Le gouverneur El-Rufai, membre du Congrès progressiste (APC) de Muhammadu Buhari, a appelé les habitants de Zaria à «signaler toute personne et activité suspectes» aux autorités et à éviter les lieux fréquentés (mosquées, églises, arrêts de bus) dans les prochaines semaines.

Solomon Arase, le chef de la police fédérale du Nigeria, a également ordonné aux commandants des polices d'Etat d'améliorer la sécurité de tous les lieux de culte.

«Des mesures de sécurité ont également été instaurées dans les lieux où les musulmans rompent le jeûne en soirée», a-t-il précisé dans un communiqué lundi soir.

A Abuja, la capitale fédérale, la vente à la criée et le commerce de rue ont été interdits, et le stationnement dans le centre-ville est strictement réservé aux taxis et bus dûment autorisés, selon M. Arase. Zaria n'est pas connue pour être un bastion de Boko Haram, qui mène depuis 2009 une insurrection ayant fait au moins 15 000 morts, mais elle a été attaquée par le passé. En mars 2014, un imam salafiste influent, qui avait critiqué les tueries du groupe armé, avait été abattu avec sa femme et son fils. En septembre 2012, un internat islamique qu'il dirigeait avait été touché par un attentat à la bombe suivi d'une fusillade. En juin 2012, des explosions revendiquées par Boko Haram avaient aussi frappé deux églises de la ville, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés.